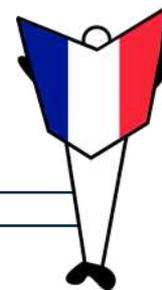


« Je ne crois que les
histoires dont les témoins
se feraient égorger. »
Blaise Pascal



L'homme qui n'aimait pas la France

Édito *de Xavier Azalbert*

Ces derniers temps, le « *diviser pour mieux régner* », cher à nos ennemis, n'a jamais été aussi présent. Profitant des bouleversements en tout genre engendrés par la crise sanitaire, il s'impose dans tous les domaines, avec une virulence inouïe. Perfide, il est partout sur les 550 000 km² qui constituent notre pays, espace au sein duquel notre devise devrait faire loi : Liberté, Égalité, Fraternité. Depuis son trône protecteur, un souverain sensé s'inspire de cette formule, Reine de la Nation posée par le principe de la République : « *Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.* »

Urgence oblige et panique faisant, l'incompétence, la bêtise et l'ignorance du terrain se sont soudain substituées au bon sens et à la raison. La vérité du terrain a laissé place aux mensonges, l'apanage des fourbes sans talent.

À vous qui ramassez et traitez les déchets, qui servez les cafés, qui savez inventer, qui construisez nos toits, qui abritez nos lois... À vous, enfants français, qui cultivez la terre et élevez le bétail pour nour-

rir le pays. À vous également, nobles descendants d'Hippocrate, qui œuvrez sans relâche pour soigner nos frères et sœurs. Et même à vous, qui je ne sais pour quelle raison, vous sentez inutiles, étrangers au bon fonctionnement du pays, alors que vous êtes le contraire. À vous qui n'êtes ni des professionnels de la politique, ni de pseudo-experts ou soi-disant journalistes qui, pour pouvoir subvenir à leurs besoins d'opulence et étancher leur soif de lumière, relaient sous forme d'écholalies les absurdités qui font le terreau des décisions prises en haut lieu, quand rien ne va plus.

À vous tous qui vous efforcez de faire au mieux chaque jour, pour votre pays, je vous entends. Chacun à notre façon, chacun avec nos mots, nous crions sans cesse, en notre for intérieur : « *Ma France, je t'aime !* » Nous sommes reconnaissants d'être nés et de pouvoir vivre dans un pays où, grâce à nos institutions, chaque citoyen a la possibilité de saisir sa chance, de faire ce qu'il veut de sa vie.

Françaises, Français et étrangers, qui n'en êtes pas moins enfants du pays, dès lors que nous chérissons pareillement notre nation et ses autres enfants, nous vivrons. Le monde fleurira tant que l'on s'aimera, n'attendons pas pour ça un nouveau chef d'État. ■

Questions à tout



Il convient de ne jamais être en mauvais termes avec les mots. De même qu'il urge de ne jamais transiger avec les chemins sablonneux et malaisés de la liberté d'expression, de formulation et de proclamation. Le frottis de cerveaux qu'exigeait Montaigne est aussi indispensable que l'oxygène aux poumons. Tout se passe aujourd'hui comme s'il convenait d'assigner à résidence tout écart de langage, d'opinion, de parti pris. Aux États-Unis, les fanatiques de la *cancel culture* exigent des *safe spaces*, des espaces protégés où ne se croiseraient que des ilotes partageant les mêmes pensées, les mêmes mots, les mêmes phobies. L'entre-soi considéré comme chapitre ultime du développement per-

sonnel, horizon indépassable d'une humanité réduite à l'état de zombie.

Le camp du Bien met définitivement à l'index celui du Mal, sous les applaudissements mécaniques des robots dûment transhumanisés. Vous osez vous écarter des sentiers aussi masochistes que battus ? Vous êtes complotiste. Vous osez affirmer que le virus n'est peut-être pas né des amours passionnés d'une chauve-souris et d'un pangolin ? Vous êtes *fake news*. Vous osez avancer que Poutine n'est peut-être pas complètement Hitler et que Zelensky ne serait pas non plus l'exacte réplique de Jean Moulin ? Vous êtes facho. La secte ne tolère aucune dissidence, aucun

écart, aucune nuance. Comme le chantait Renaud : « *Tu n'es pas de ma bande, casse-toi tu pues et marche à l'ombre.* »

Il est grand temps de pulvériser ce théâtre, d'en finir avec la comédie des marionnettistes qui ne se remplissent les poches qu'en vidant les neurones, de casser les termites des mots qui n'ont plus de sens pour redonner un vrai sens aux mots. Avoir question à tout, et faire en sorte de remettre ce foutu monde sur ses pieds. Ne pas oublier Guy Debord : « *Dans un monde renversé, le vrai n'est plus qu'un moment du faux.* » ■

André Bercoff

De quoi Emmanuel Macron est-il le NOM ?

Encensé, haï, si exposé, si méconnu. Dix ans de vie politique, cinq au sommet de l'État, et à l'heure du bilan, un certain mystère demeure : quel est cet inconnu qui dirige la France ? S'il est insaisissable, son projet ne l'est pas. L'heure de sortir du leurre ?

Cour du Louvre, mai 2017, solennité affectée : la France découvrait stupéfaite un fringant président. Intriguée par ce hold-up, séduite, déjà inquiète, elle ne le connaissait pas vraiment. Un mandat chaotique et éprouvant plus tard, il laisse perplexe.

Attrape-moi si tu peux

Un libéral qui attende aux libertés comme jamais dans l'histoire contemporaine. Un financier qui creuse un endettement colossal. Un ancien chevènementiste qui brandit la souveraineté... européenne. Un étatiste qui démantèle les fleurons industriels français. Un homme sans enfant qui drague éhontément la jeunesse de son pays, alors qu'il l'a maltraitée pour une maladie qui ne la concernait pas (voir pages 12 et 13). Un socialiste qui défait le modèle social français. Un apôtre de l'État de droit qu'il piétine. Un « disruptif » pur produit du microcosme. Un progressiste qui ménage l'électorat conservateur. Un citoyen qui soigne les chasseurs. Un littéraire qui s'abîme en novlangue inclusive et sabir globish. Une icône des start-uppers et piètre manager. Un avocat du renouvellement de la classe politique qui amène au pouvoir des personnalités d'une indigence jamais vue, aux affaires innombrables.

« Un homme, fait de tous les hommes, qui les vaut tous et que vaut n'importe qui » (Sartre) ? Rien de ce qu'est Emmanuel Macron ne va sans son contraire. Reviennent spectaculaire (nucléaire), lent glissement (politique mémorielle),

conversion fortuite (souveraineté), ambiguïté (bioéthique), le Janus de l'Élysée se complait dans la duplicité. Ses affidés vous opposent la fameuse complexité, alibi de son inconsistance. Le « *en même temps* » a dessiné un quinquennat d'atermolements et de violences, mais on peine à définir Emmanuel Macron. Insaisissable ? Peut-être faut-il cibler le macronisme, à défaut de cerner son avatar éponyme ?

Parce que c'est notre projet

Lourde de sens, la sentence n'est pas la plus célèbre du quinquennat ; elle préfigure deux ans de calvaire version secret défense. 12 mars 2020, première allocution présidentielle consacrée au Covid-19 : « *Un principe nous guide [...] : c'est la confiance dans la science. C'est d'écouter celles et ceux qui savent.* » Le président de la République s'en remet à la science : c'est au minimum d'une naïveté confondante.



Le projet macroniste est celui de la fin de la France



Car la suite le démontre, il invoque, perçoit et utilise la science comme il évoque, ressent et (mal)traite la France : il ne connaît réellement ni l'une ni l'autre. L'une puis l'autre, il les marie de force à son discours politique, selon ses intérêts du moment. Inapte à

laisser la science à sa juste place, incapable de considérer la France à sa juste mesure. Scientisme béat, lyrisme hors sol, il exalte la science, chante la France... Pour mieux piétiner l'une ou l'autre une fois l'incantation passée. L'une comme l'autre, il les a abîmées en voulant les sublimer. Science, France, une similaire dissonance, une même perte de confiance.

C'est qu'en réalité, son fameux « projet » s'en moque. Le « *vide tonitruant* » (Radu Portocala) de sa personne, de ses discours, est un leurre. Sa politique a bien un sens. Le récent alliage « *double peine* » de la technocratie et des consultants dans le scandale McKinsey (voir page 6) l'illustre : il s'agit de la « *révolte des élites et la trahison de la démocratie* » (Lasch). Joe Biden a employé l'expression « *nouvel ordre mondial* » le 21 mars dernier ; le macronisme y œuvre, et pas seulement par ses déclarations sibyllines. Ses gesticulations

diplomatiques, à faire regretter ses prédécesseurs, l'ont illustré : le « projet » macroniste est celui de la fin de la France. La fin d'un héritage, avec ses permanences, ses racines, ses limites, pour faire place à une nouvelle donne orchestrée par les « *Young Global Leaders* »



(DR)

dont il fut. Son mandat fut émaillé d'hommages funèbres : soldats, victimes du terrorisme, héros, martyrs, grand écrivain, chanteur populaire, c'est à chaque fois un peu du « monde d'avant » qui s'en allait. Comment ne pas y voir un symbole aussi puissant que le fut l'incendie de Notre-Dame ?

Tout commence en mystique, et tout finit en politique

Il a proposé une *Révolution* qui n'en était pas une. A mené un « *Grand débat* » qui n'en était pas un. Proclamé une « *guerre* » qui n'en était pas une, pour basculer dans une autre... qui n'est pas la nôtre. Triomphe du simulacre. Quand et comment s'achèvera-t-il ? Juan Branco posait la question (Sud Radio, 22 février) : « *Où pourra donc vivre Emmanuel Macron après son quinquennat ?* »

« Si on n'a pas la clé de lecture du théâtre, on ne comprend rien à Macron », soufflait un ancien condisciple de l'ENA. Même acteur, nouvelle pièce ? S'il était ré-élu, Emmanuel Macron serait le premier président de la Vème République empêché par la Constitution de briguer un nouveau mandat. À moins de la changer, comme... Vladimir Poutine l'a fait en 2008 puis en 2020. Sinon, serait-il un « *canard boîteux* » ? Qu'il ait une majorité ou non, la donne politique sera inédite.

Qu'importe le comédien, pour ceux qui rejettent le texte, André Bercoff préconise de voter quoi qu'il en coûte (*Abstention, piège à cons*, Max Milo). Ce ne sera peut-être pas suffisant, mais nécessaire. Voter « *sans affect* », à la façon dont Ségolène Royal (*Le traître et le néant*, Fayard) dépeignait... l'homme qui n'aime pas la France. ■

Humbert Angleys

VOIR AUSSI

Entretien avec Alexis Poulin



Dates clés : l'ascension Macron

1998 : milite au Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement.

2004 : sort de l'ENA et rejoint l'Inspection Générale des Finances où il travaille pendant quatre ans.

2006-2009 : membre actif du Parti socialiste à la fédération de Paris.

2007 : fait partie du groupe « les Gracques » qui appelle à une alliance entre Ségolène Royal et François Bayrou.

2007 : en vue de l'élection législative, il essaie d'obtenir une investiture PS en Picardie mais échoue.

2007 : devient rapporteur adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française.

2008 : rejoint la banque d'affaires Rothschild sur les conseils d'Alain Minc.

2011 : négocie pour Nestlé le rachat de la filiale nutrition de Pfizer, devenant ainsi millionnaire.

2012 : participe à la campagne de François Hollande.

2012 : élu président, François Hollande le nomme secrétaire général adjoint de l'Élysée.

2014 : le 25 août, il succède à Arnaud Montebourg au ministère de l'Économie.

2015 : fait adopter une loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron ».

2016 : démissionne du gouvernement Valls et fonde son propre mouvement politique, baptisé « En Marche ».

2016 : le 16 novembre, il annonce sa candidature à l'élection présidentielle à Bobigny. Il adopte un positionnement « ni de droite, ni de gauche ».

2017 : remporte l'élection présidentielle de 2017 avec 66,1 % des suffrages exprimés.



La souveraineté nationale doit s'exercer en toute clarté

En décembre 2020, le président Macron n'excluait pas de se trouver dans l'impossibilité d'être candidat en 2022. « Peut-être, disait-il, que je devrai faire des choses dures dans la dernière année (...) qui rendront impossible le fait que je sois candidat ».

De « choses dures », comme de réformes impopulaires – celle des retraites ayant été mise au placard – il n'y eut point. Ainsi, ayant évité les blâmes dans l'opinion, laissé filer dépenses et déficits « *quoi qu'il en coûte* », distribué chèques et subsides autour et alentour, M. Macron peut solliciter un second mandat. Appelés aux urnes les 10 et 24 avril prochains, nos compatriotes assistent cependant à une drôle de campagne que le contexte général, certes très lourd, ne saurait justifier.

Guerre en Europe ; choc pétrolier équivalent à celui de 1973, aux dires d'un ministre de l'Économie peu économe en annonces sujettes à caution (le choc de 1973 avait marqué la fin des Trente Glorieuses, entraîné récession de l'économie, retour de l'inflation et chômage sans précédent !); flambée des prix des matières premières pénalisant les entreprises et le pouvoir d'achat des ménages ; sans oublier 600 milliards de dette publique supplémentaire, qui sont le vrai bilan de M. Macron, et dont il se garde bien de parler. Voilà pour le contexte ! Et drôle de campagne tout de même, quand la guerre en Ukraine ressemble à s'y méprendre à une formidable aubaine. Il en deviendrait presque indécent de parler des problèmes de la France et des Français.

À la faveur d'une gestion politique de la crise du Covid, venue opportunément relancer un président à bout de souffle moins de trois ans après son arrivée au pouvoir (souvenons-nous de M. Benalla, des bonnets rouges, des Gilets jaunes, des blouses blanches, des robes noires dans la

rue !), en raison de la guerre en Ukraine depuis le 24 février, M. Macron se trouve donc dans une situation totalement inespérée il y a 15 mois. Mais, qu'il soit candidat aujourd'hui ne lui donne pas le droit de faire comme s'il devait bénéficier d'une tacite reconduction. Une conférence de presse à trois semaines du scrutin ne saurait suffire à éclairer le peuple français, surtout quand il s'agit d'un concert d'autosatisfaction sur le quinquennat finissant et d'un discours de politique générale de Premier ministre. Au-delà du verbe, et Dieu sait s'il est important en macronie, il n'y a pas là un projet présidentiel proposant au pays une grande ambition nationale.

Et, quand M. Macron explique aux journalistes qu'il n'a pu mener à son terme une réforme institutionnelle, parce qu'il n'a « *pas eu la majorité politique pour la faire avancer* », il sait très bien qu'il a disposé en revanche de trois ans

pour la soumettre au référendum, mais qu'il n'en a pas eu le courage. De la même manière, des réunions avec des assemblées de partisans – où les questions sont distribuées à l'avance ! – ne sont qu'un simulacre de débat contradictoire. L'élection du président de la République au suffrage universel est le moment-clé de la Vème République. Sous peine de lendemains qui déchantent, le Président-candidat ne peut pas se dérober en disant aux Françaises et aux Français : « *Votez pour moi, le grand débat permanent, ce sera plus tard !* » Non, le grand débat, c'est maintenant ! L'élection présidentielle, c'est maintenant !

Après deux ans de démocratie parlementaire confisquée pour cause d'état d'urgence sanitaire, la souveraineté nationale doit s'exercer en toute clarté. ■

Alain Tranchant



Forces de l'ordre entre marteau et enclume

Policiers et gendarmes sont des êtres humains. Partons de cet évident postulat pour traiter le sujet des « violences policières ».

S'il est de bon ton (et légitime) d'exiger une exemplarité des détenteurs de la force publique, il est moins fréquent que l'on s'interroge sur les obstacles qui se dressent entre l'exemplarité et le policier, même le plus intègre, le plus conscient des devoirs corollaires à sa mission.

On prétend volontiers que les forces de l'ordre ne sont pas ou peu sanctionnées. Rien n'est plus faux. Ces professions sont les plus contrôlées et les plus sanctionnées du pays. Le problème est plutôt que ceux qui sont sanctionnés ne sont pas les donneurs d'ordre.

« **La profession a perdu son sens** »

Les « *petites mains des forces de l'ordre* » sont tenues d'une main de fer par des hiérarchies qui n'auront, jamais ou presque, à rendre de comptes pour les ordres qu'elles ont donnés, ou mêmes les fautes qu'elles ont commises.

Le maintien de l'ordre est une spécialité. Or, se sont retrouvés à encadrer des manifestations de Gilets jaunes ou, par la suite, d'opposants au passe sanitaire, des policiers d'intervention, ou spécialisés dans la répression de la criminalité. Le manque de formations adéquates aux missions exigées des forces de l'ordre est une doléance ancienne des fonctionnaires de terrain.

Nous ne comptons plus le nombre de policiers qui nous ont dit avoir, dans leur for intérieur, compris et soutenu ces Gilets jaunes qui revendiquaient tout simplement un niveau de vie décent. La si-

tuation de ces fonctionnaires n'est pas tellement plus enviable. « *On n'est pas entrés dans la police pour ça*, nous a-t-on aussi souvent dit, au sujet des contrôles des restrictions sanitaires. *D'ailleurs, nous ne faisons jamais ces contrôles sauf si un gradé est là pour nous y obliger* ».

Pris entre des hiérarchies assurées de leur impunité, qui les utilisent comme des variables d'ajustement des politiques publiques, et le mécontentement d'une population qui ne comprend pas leurs difficultés, de nombreux policiers jettent l'éponge. Pour eux, la profession a « *perdu son sens* ». Pire, beaucoup se suicident.

Alors, l'État recrute qui se présente, sans avoir trop les moyens d'être sélectif. Or, les situations sont telles que de nombreuses jeunes recrues sont envoyées dans le grand bain sans y être préparées, aussi traumatisant que cela puisse être. La panique peut alors survenir, et les bavures qui vont avec...

En fait, la solution pour avoir un maintien de l'ordre de qualité serait de s'en prendre aux vrais responsables : les donneurs d'ordre. ■

Laurence Beneux



Le droit de manifester selon Macron

En cinq ans de mandature, Emmanuel Macron, qui n'a pas chômé en matière de réformes sociales et sociétales radicales, a dû faire face à une opposition populaire des plus intenses. Bilan d'une présidence extraordinaire.

« *C'est une crise de pouvoir, un pouvoir autoritaire qui n'arrive pas à accepter la logique de la démocratie et qui s'accroche par la force* ». Ces mots ont été prononcés par Emmanuel Macron le 27 septembre 2020 dans les colonnes du JDD, en réaction aux importantes manifestations alors recensées en Biélorussie.

Grand défenseur de la liberté des peuples... autres que le sien, le président français n'a jamais su appliquer cette logique à son propre exercice du pouvoir. Pourtant, ce ne sont pas les manifestations hostiles qui ont manqué sous sa mandature. Pire même, puisque de toute l'histoire de la Vème République, jamais le pays n'avait connu pareille « *chienlit* », selon l'expression chère au général de Gaulle.

Chaque samedi, depuis le 17 novembre 2018, des Gilets jaunes arpentent le bitume de la capitale et des grandes villes de France. Voilà presque trois ans et demi qu'ils sont chassés, réprimés, incarcérés et insultés par un président bien plus enclin à renforcer les pouvoirs de ses polices qu'à tenter de résoudre le problème social posé par ses concitoyens.

Il y eut bien le « *Grand débat* ». Avec ses longs discours fleuves retransmis sur toutes les chaînes d'infos, visant à expliquer à l'opinion que la révolte avait été entendue. Sauf que cette image savamment travaillée, d'un président soucieux du bien-être de sa population, a rapidement volé en éclats quand il fut porté à l'attention des Français que les cahiers de doléances, écrits par ces mêmes Français, avaient en réalité été immédiatement rangés dans les archives nationales. Le tout, sans jamais avoir été consultés. Fatalement, le peuple, dans sa grande diversité, y a alors vu un affront et une promesse que les années à venir seraient longues sur le terrain de la bataille sociale. Longues et douloureuses.

En témoignent les cinq mains arrachées, la trentaine d'éborgnés, les violences policières ordonnées à outrance par le pouvoir, ainsi que les milliers de procès, d'amendes ou d'incarcérations. En témoigne également la promulgation de lois de surveillance et de sécurité toujours plus restrictives d'un point de vue démocratique (lois anticasseurs et de sécurité globale en tête). En témoigne, encore et toujours, l'apparition exponentielle de nouveaux gaz lacrymogènes, d'armes dites « *non létales* » (LBD et grenades de désencerclement) ou de nouveaux blindés. La résurrection des voltigeurs et la création de forces spéciales anti-émeutes finissant de parfaire ce tableau répressif déjà riche. Ce lourd bilan attesta rapidement de la

mort du mythe d'un président défenseur des libertés. Et de ce constat, Emmanuel Macron n'a eu cure, puisque ce violent mode opératoire fut allègrement répété, pour ne pas dire renforcé, lors de chaque grande manifestation (réforme des retraites, loi sécurité globale, « *convoi de la liberté* » à la française). Jamais la répression n'a cessé durant ce quinquennat. Jamais les budgets alloués aux forces de sécurité intérieure n'ont été aussi conséquents. En somme, jamais le pays n'a connu pareille spirale totalitaire. Une spirale dont il semble aujourd'hui bien difficile de s'extraire. ■

Wolf Wagner



Guerre en Ukraine : la culpabilité de l'Otan

Si Emmanuel Macron exprime parfois des désaccords avec la présidence des États-Unis, sa politique reste acquise à un atlantisme inconditionnel, enracinant toujours plus la France dans le giron de l'Otan. Or, l'étude des causes de la crise russo-ukrainienne pose la question d'un retour urgent à une politique gaulliste de non-alignement sur les intérêts américains.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février, la classe politique et médiatique française se montre unanime dans sa condamnation. Avec toutefois, à droite comme à gauche, deux discours qui s'opposent. À l'instar d'Emmanuel Macron, ceux pour qui la Russie est entièrement coupable. Impérialiste, elle ne viserait qu'à étendre son influence contre un Occident blanc comme neige, quitte à faire la guerre à un État démocratique. Et les autres, pour qui il existe des responsabilités partagées. Dans la classe politique, Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour se distinguent. La Russie coupable, l'Otan responsable, résumant-ils en substance. Une question demeure : l'entrée de la Russie sur le territoire ukrainien était-elle une opération agressive ou préventive ?

Le coup d'État de 2014, point de départ de la crise russo-ukrainienne

Le 27 mars sur CNews, s'il a condamné l'entrée de la Russie sur le territoire ukrainien, Éric Dénécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, a néanmoins souligné « qu'il y a beaucoup d'éléments qui nous laisse à penser que Vladimir Poutine ne voulait pas envahir l'Ukraine ». Il convient, en effet, de rappeler que la guerre en Ukraine prend sa source dans le coup d'État de 2014, soutenu par les États-Unis, qui conduisit au renversement du président de l'époque, Viktor Ianoukovitch, et à l'installation d'un régime favorable aux intérêts otaniens.

En 2015, en vue de mettre fin aux hostilités dans la zone de conflit et accorder aux régions de Donetsk et Lougansk un statut spécial de semi-autonomie, les fameux accords de Minsk ont été scellés. En violant ces accords, Éric Dénécé n'a pas hésité à accuser le gouvernement dirigé par Volodymyr Zelensky d'être à l'origine du conflit et de s'être laissé « manipuler volontairement par les Américains ». L'occasion aussi pour lui de rappeler que le président Zelensky préparait une offensive dans le Donbass. Depuis 2014, cette région est la proie d'exactions contre les populations russophones, crimes documentés par la Mission de monitoring des droits de l'homme des Nations unies.

La volonté expansionniste de l'Otan, source originelle du conflit

La crise russo-ukrainienne s'inscrit dans une perspective plus large. En 2006, le président américain George W. Bush déclarait que l'Otan était ouverte à la Géorgie et à l'Ukraine. Ces deux États se situant à la frontière de la Russie, cette proposition avait été dénoncée comme une menace existentielle par Vladimir Poutine dans son discours de Munich en 2007. En

outre, il s'agissait là de porter de nouveau atteinte à l'engagement pris en 1991 par les États-Unis de ne « pas étendre l'Otan d'un millimètre » au-delà de l'Allemagne, comme l'ont rappelé ces dernières semaines quelques voix discordantes (Vladimir Fédorovski, Hubert Védrine, Dominique de Villepin, Éric Dénécé, Pierre Lellouche).

L'Occident ignorait-il jouer avec le feu ? Peu crédible. À l'instar du stratège Zbigniew Brzezinski, américano-polonais russo-phobe, Henri Kissinger estimait que « la paix sur le continent dépend de l'engagement à ne pas faire rentrer l'Ukraine dans l'Otan ». Dès 2015, dans une conférence, John Mearsheimer, universitaire américain spécialiste des relations internationales, lui aussi peu connu pour ses affinités poutinistes, accusait les États-Unis d'utiliser l'Ukraine comme zone de « projection d'une politique hostile tournée contre la Russie ».



Emmanuel Macron, qui se rêvait en héritier du général de Gaulle, en est devenu l'antithèse.



Les bio-laboratoires, une réalité

La confirmation de la présence de laboratoires biologiques financés par les États-Unis sur le territoire ukrainien, une des principales raisons que la Russie a fait valoir pour justifier son intervention militaire, est peut-être l'élément qui amènera à une remise en perspective complète de la présente crise.

Longtemps discréditées par le Pentagone comme des accusations dénuées de fondements, elles ont été finalement été créditées le 8 mars par la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland, qui s'était déjà illustrée en 2014 par son rôle dans le coup d'État en Ukraine. L'implication de financements américains a été définitivement corroborée par les dernières révélations du New York Post. « Les affirmations russes selon lesquelles le fils du président Joe Biden, Hunter, serait en train de financer des laboratoires biologiques sont véridiques », affirme le journal.

L'ensemble de ces éléments constituent un dossier accablant pour l'État américain et commandent la France de revenir à une politique gaulliste d'indépendance et de non-alignement avec les États-Unis. Aussi, en consolidant notre soumission à l'Alliance transatlantique, Emmanuel Macron, qui se rêvait en héritier du général de Gaulle, en est devenu l'antithèse. ■

La poussée vers l'est de l'OTAN

Pays européens selon l'année d'adhésion à l'OTAN



Les deux autres membres de l'OTAN non inclus sur cette carte sont les États-Unis et le Canada.

Source : OTAN



statista

À retenir sur le conflit

Russie-Ukraine

Début du conflit :

20 février 2014

Dates clés

6/04/2014 :

La guerre du Donbass

5/09/2014 :

Les accords de Minsk

24/02/2022 :

Début de l'invasion russe

Principales causes

- L'expansionnisme de l'OTAN
- Le coup d'État de 2014
- La présence de milices néonazies
- L'existence de laboratoires biologiques en Ukraine

L'implication française :

9.500

soldats français mobilisés pour l'Otan

60 tonnes

d'aide humanitaire et matériel

VOIR AUSSI

Entretien avec Radu Portocala



Étienne Fauchaire

Emmanuel Macron, petit chef européen

Pour mesurer la projection internationale d'un chef d'État, les deux variables à considérer sont la gestion des affaires courantes et celle des crises survenues durant son mandat. Le tout, à l'aune des intentions affichées durant la campagne. Emmanuel Macron n'a pas été très convaincant.

Emmanuel Macron promettait, en février 2019, de « *mettre en œuvre une diplomatie claire et résolue, dans la tradition gaulliste et mitterrandienne, pour faire de la France une puissance indépendante, humaniste et européenne.* » Cinq ans après, rien de plus éloigné. La victoire du président Macron en 2017 aura principalement été célébrée à Berlin, pour ce qu'elle était. Autrement dit, la victoire d'un homme d'appareil, à la tête d'un projet de transfert des compétences souveraines vers des institutions sans représentation démocratique.

terface des lois nationales. Les normes, protocoles, règlements les plus fantaisistes prennent le pas sur les constitutions de chacun. Une jurisprudence de l'oukase se met ainsi en place. Et, c'est Emmanuel Macron qui aura été le grand architecte de cette mutation, de la démocratie participative vers le tout régalien puis du tout régalien vers ce qui s'apparente à un Soviet suprême européen. Avant tout cela, l'influence de la France stagne. Asie, Amérique latine... Emmanuel Macron n'est nulle part, et quand il y est, il en prend pour son grade.

Belt&Road chinois bat son plein. Mais, la France ne dit rien sur ce projet explicite de colonisation du monde. C'est d'ailleurs cette absence d'arbitrage qui a préparé le terrain d'un Joe Biden arrivant au pouvoir pour réchauffer la guerre froide, alors que l'objectif de la Chine est quasiment atteint. Profitant du vide, la Chine occupe, non sans ironie, la place désertée de modérateur, du fait de la diplomatie histrionique du président français.

Mais, avec tout ça, Emmanuel Macron a son moment au Liban, qui lui permet d'alimenter son *storytelling*. En août 2020, à la suite de la double explosion, il se déplace à Beyrouth pour dénoncer les maux de la corruption, oubliant sa condition de chef d'État d'une puissance étrangère. Il canalise la colère de la rue libanaise, pendant que les Gilets jaunes se heurtent aux forces de l'ordre dans son pays.

18 mois plus tard, au départ du conflit russo-ukrainien, sans même contextualiser, Emmanuel Macron prend la position de mère-la-vertu face à Vladimir Poutine, s'immortalisant en une série de clichés à la Benetton. En somme, sous son mandat, la France s'est ridiculisée, l'Europe a perdu son essence démocratique et le monde est devenu une poudrière. ■

Teresita Dussart

VOIR AUSSI

Entretien avec Yves Pozzo di Borgo



Qui va payer les impôts de McKinsey ?



McKinsey, cabinet du monde

S'il n'est pas le seul à murmurer à l'oreille de nos dirigeants, McKinsey est bel et bien le cabinet de conseil qui fait le plus parler de lui depuis les années 1980, devenu symbole d'une politique aux frontières floues. Edzard Reuter, ex-CEO de Daimler-Benz, disait déjà en 1987 : « Rien ne se passe en Allemagne sans que McKinsey ait été consulté ».

En France, une lumière crue a été jetée sur le cabinet américain depuis la crise sanitaire du Covid-19, bien que ce ne soit que la partie émergée de l'iceberg. On apprend dans l'ouvrage *Les Infiltrés* (17 février 2022, Allary éditions) que l'omniprésence des grands cabinets de conseil dans les sphères décisionnaires de l'État, en plus de nous coûter une fortune, soulève des craintes liées à la souveraineté et à la sécurité de la France. Très exactement un mois plus tard, une commission d'enquête sénatoriale dénonce « l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques », évoquant dans son rapport « un phénomène tentaculaire ». Au bas mot, la commission estime les dépenses en prestations de conseil à plus d'un milliard d'euros, pour la seule année 2021 : 496 800€ sur l'évaluation des « évolutions du métier d'enseignant » ; 235 000€ pour « un guide du télétravail » ; quatre millions pour la périlleuse réforme des APL... La liste des prestations, non exhaustive, voit son tout payé par l'impôt des Français. Tandis que McKinsey, bien que ses conseillers assurent le contraire, ne paie pas ses impôts en France. Le Sénat a d'ailleurs saisi la justice pour faux témoignages. Le début d'un « McKinseyGate » ?

Au sein du gouvernement, on divulgue le moins d'informations possible. Ainsi, quand Amélie de Montchalin dit ne rien savoir sur le montant des dépenses, Gabriel Attal de son côté, annonce la création d'un « cabinet de conseil interne ». Quant à Emmanuel Macron, son histoire avec McKinsey débute en 2007, alors qu'il était rapporteur général adjoint de la commission Attali. Plus tard, les *MacronLeaks* révéleront la forte implication des consultants dans la campagne présidentielle de 2017. Ils n'ont rien fait de moins que d'écrire son programme pour lui, gratuitement. Et après tout, on ne change pas une équipe qui gagne !

Sur son site Internet, le cabinet de conseil s'enorgueillit d'une présence clairement internationale : des bureaux dans plus de 130 villes à travers plus de 65 pays du monde. En clair, la France et l'Allemagne ne sont pas les seules à être infiltrées par les *spin doctors* de McKinsey. ■

Axel Messaire

Sous son mandat, la France s'est ridiculisée, l'Europe a perdu son essence démocratique et le monde est devenu une poudrière

Les années passées sous le joug du Covid-19 ont fait déferler un peu partout dans le monde des élans autoritaristes, sources de transfert des compétences vers la bureaucratie bruxelloise, non exempte de conflits d'intérêts. Ainsi, le « *Nous sommes en guerre* » d'Emmanuel Macron marque le commencement de la dystopie orwellienne en France, rivalisant avec les images venues de Chine ou d'Italie du Nord. C'est là, sans doute, l'unique source d'irradiation de l'influence française au cours de son mandat. Sous couvert de l'autoritarisme sanitaire, l'administration européenne peut faire l'impasse de l'in-

Lorsqu'il se rend au Brésil pour s'y présenter comme chroniqueur écologique de l'Amazonie, Jair Bolsonaro l'incite à arrêter de dire « *des idioties* ». Il poursuit les pertes de position en Afrique occidentale, et la France avouera l'échec de la mission Barkhane au Sahel. La diplomatie française impose tellement peu de respect que deux coups d'État sont organisés au nez et à la barbe des troupes françaises au Mali, en 2020 et 2021. Des grands dossiers en souffrance de la planète, aucun ne fait mention d'un traitement distinct de la part de la diplomatie française. Pourtant, Emmanuel Macron arrive au moment où le projet

Alstom : la fin d'une aventure industrielle française

Alstom est un fleuron de l'industrie française né en 1928, en Alsace. Cette multinationale spécialisée dans les transports ferroviaires compte également une partie Énergie, qui regroupe des activités telles que la construction de centrales électriques et thermiques, ainsi que des activités d'hydroélectricité, d'éolien et d'énergie solaire renouvelable. La branche Énergie, qui employait plus de la moitié des 18 000 salariés du groupe, représentait 70 % du chiffre d'affaires global d'Alstom, soit 15 milliards pour l'exercice 2012-2013.

En 2014, Alstom est loin d'être au bord du gouffre, même si son chiffre d'affaires a baissé et si les difficultés viennent essentiellement de la branche Énergie. Depuis trois ans, le groupe connaît une croissance beaucoup plus basse dans le marché des centrales à gaz ou à charbon.

Alstom, un fleuron français déchu

Au printemps 2014, la rumeur d'un rachat de la filière Énergie par le géant américain General Electric (GE) fait s'envoler l'action en bourse. Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Économie, attaché à un certain patriotisme industriel, se voit contraint de préparer la vente d'Alstom à GE. Lors des négociations, le gouvernement découvre que le géant français, beaucoup plus petit que ses concurrents, a versé de nombreux pots de vin pour décrocher des contrats. Son PDG, Patrick Kron, désigné comme le principal responsable de cette corruption, est directement menacé de prison aux États-Unis, tandis que la justice américaine entend infliger des amendes colossales qui pourraient anéantir Alstom. Des poursuites qui ont beaucoup interrogé cer-

tains au cabinet d'Arnaud Montebourg, mais également au sein des députés de l'opposition, qui se sont demandés si les menaces de sanctions sur le groupe n'avaient pas été un outil de chantage pour obliger son PDG à céder Alstom à GE. General Electric se défend d'un quelconque lien entre les deux affaires.

D'Arnaud Montebourg à Emmanuel Macron

Au départ, GE entend racheter la totalité de la partie Énergie. Pour protéger les intérêts de la France, Arnaud Montebourg négocie au préalable avec Bouygues – qui détient 30 % du capital d'Alstom – les conditions du rachat par l'État des deux tiers de sa participation dans le groupe industriel.

Arnaud Montebourg réussit à obtenir quelques avantages : au niveau économique, il exige des co-entreprises. Au niveau social, il prévoit des pénalités financières lourdes si les conditions de la promesse de 1 000 emplois créés n'étaient pas tenues par le repreneur.

La vision industrielle de M. Montebourg n'étant pas partagée par l'exécutif de

l'époque, il est remplacé par Emmanuel Macron le 27 août 2014, qui autorise la vente le 4 novembre de la même année.



Depuis 2019, une commission parlementaire présidée par le député LR Olivier Marleix enquête sur le chantage exercé par la justice américaine, mais également sur le rôle de la vente d'Alstom dans le financement de campagne d'Emmanuel Macron. Le député a constaté que des avocats d'affaire et des banquiers impliqués dans la transaction étaient « dans la liste des donateurs d'En Marche ». Il s'interroge depuis sur les conflits d'intérêts potentiels qui constitueraient, selon ses mots, un possible « pacte de corruption » au bénéfice d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie et futur candidat à l'élection présidentielle. ■

Estelle Fougères



Identité numérique en Europe

En France et en Europe, l'identité numérique avance à grands pas depuis quelques années. D'abord, ce fut le risque terroriste qui justifiait les contrôles, désormais c'est la santé. Si c'est évidemment le passeport vaccinal qui représente au mieux ledit progrès, il serait maladroit d'occulter toute la numérisation sociétale qui avance avec, comme dans un cheval de Troie. Il serait plus maladroit encore de penser que toutes ces données, engrangées par des dispositifs tels que FranceConnect, ne puissent jamais nous causer du tort.

Quand on parle de contrôle social et de surveillance – qui sont rendus possibles uniquement grâce aux données numériques, la discussion se coupe bien souvent avec le triste argument du « *c'est pire en Chine* ». Certes, mais les libertés n'ont jamais été préservées en nivelant par le bas nos attentes. Aujourd'hui, la France, l'Europe et plus largement l'Occident, visent ensemble la numérisation de notre société, partant de la santé pour aller jusqu'à l'identité.

Voilà bien des années déjà que nous sommes dépendants de nos smartphones, mais nous ne les avons encore jamais sortis pour justifier de notre identité ou de notre état de santé. Pendant la crise du Covid-19, c'est devenu une habitude. Et, alors que le secret médical se fait de plus en plus fragile au nom de la santé publique, le reste de nos données continue d'être aspiré par nos banques, nos caisses d'assurance, nos navigateurs, etc. Tout cela, le dispositif gouvernemental FranceConnect vise à le rassembler en un seul et même endroit : « *une identité numérique qui regroupe aujourd'hui 900 services et devrait en gérer 1 300 à la fin de l'année 2022* ».

L'Union européenne ne sera pas en reste, puisqu'elle aussi a réglé sa « *boussole numérique pour 2030* » depuis le mois de mars 2021. Il s'agirait, en résumé, de doter tout un chacun d'un passeport numérique européen dans lequel serait inclus le passeport vaccinal. En d'autres termes, un nid d'informations qui sera accessible à ceux qui en seront les créateurs et commanditaires. Cette généralisation de l'identité numérique mêlant public et privé, le Forum économique mondial, basé en Suisse, y travaille depuis quelques années déjà, et ne s'en cache pas.

Finalement, quand on voit toutes les réglementations liberticides qui ont été prises grâce aux données sanitaires, nous sommes en droit d'imaginer ce que cela pourrait donner en y ajoutant les données bancaires, comportementales ou politiques de chacun. Un crédit social, peut-être ? ■

Axel Messaire

Maître des horloges et de l'absurde

Pour paraphraser Charles Baudelaire : « *Emmanuel Macron est au génie une horloge qui retarde* ».

Le président jeune et nouveau qui se voulait maître du temps et génie d'une nouvelle démocratie aura passé cinq ans à s'enliser dans ses contradictions. D'une République exemplaire, les 15 ministres et conseillers aujourd'hui inquiétés par la justice ont fait de la France une République bananière. Celui qui inaugurerait en grande pompe les « *Grands débats* » pour une démocratie populaire aura passé cinq années de mandat à imposer au peuple français des mesures coercitives jusque dans le quotidien de chaque famille, allant jusqu'à renier les valeurs essentielles illustrées par notre devise : **Liberté, Égalité, Fraternité.**

Alors que penser de ce discours contradictoire qui pousse aujourd'hui le candidat à promettre le contraire de ce qu'a réalisé le président ? Pour ma part, j'y vois avant-tout un grand manque de courage politique.

Effrayé par les Gilets jaunes, par la crise du Covid, aujourd'hui par Vladimir Poutine, Emmanuel Macron le président de la République est tombé dans une politique de restriction des libertés, visant à assouvir sa propre peur, là où le peuple de France, habitué à vivre et survivre n'a montré que courage.

Emmanuel Macron, le candidat conscient de ses manquements, tente aujourd'hui de transmettre cette peur aux Français pour défendre un projet qui n'a rien de politique mais reste une note d'un chef de service à la tête d'un pays.

Oubliant les valeurs que Portolis défendait, à savoir que la politique doit être au service des individus, Emmanuel Macron a entraîné la France dans une technocratie chère à Coluche, qui disait : « *Les technocrates, si on leur donnait le Sahara, dans cinq ans il faudrait qu'ils achètent du sable ailleurs.* » J'attends dès à présent, qu'à l'instar d'un certain Alphonse Allais, Emmanuel Macron nous invente la tasse pour gauchers...



Depuis
de l'É
Emm
fait s



**is le théâtre
Elysée,
manuel Macron
on salut !**

Pinocchio

Lorsque l'enfant paraît, bien qu'il soit fait de bois,
Le théâtre applaudit, d'ores et déjà conquis.
Il apparaît glacial, insensible et terni,
Mais il est acclamé comme s'il était roi.

Qu'importent ses faux airs, son texte en cliquetis,
Le voilà qui parade en masquant sa raideur,
Nous promettant déjà qu'il sera grand seigneur.
Plus le texte est clamé, plus son nez s'agrandit.

Le public faisant fi du défaut d'apparat,
De tirade en tirade, il gagne en éloquence,
Et l'on mesure au pif toute son assurance.
Il se joue de l'audience et prend goût à cela.

Aussi continue-t-il, à flâner et mentir,
Tellement qu'à ses pieds, la foule est aveuglée,
Visée par le canon qu'est devenu son nez.
On sait depuis le fond, qu'il est temps de partir...

Le gamin comédien, jouet ou marionnette,
Est un poisson dans l'eau quand le décor est faux.
Son pif en baromètre dit la météo,
Mais nul ne s'inquiète des orages et tempêtes.

Jusqu'à ce que l'acteur se heurte nez à nez,
Au plus lointain de tous les sages spectateurs.
Ce dernier ayant vu le mensonge avant l'heure,
Fait taire la menace en giflant le benêt.

En prenant du recul, on voit mieux arriver,
Celui qui se contente de se pavaner.
Une fois retenue, cette leçon permet,
Non pas de s'éloigner, mais de bien s'entourer.

Axel Messaire

Lisez FranceSoir.fr

Journal libre et indépendant
Entretiens & analyses sur l'actualité
politique et générale



Inscrivez-vous à la newsletter de FranceSoir
en flashant le code, ou en allant sur
www.francesoir.fr/newsletter

Mesures sanitaires: pire que le mal ?

Si le variant Omicron a donné un coup d'arrêt à l'épidémie de Covid-19, les séquelles psychologiques imputables aux mesures sanitaires se sont installées dans la durée. Confrontées à une nouvelle patientèle sans antécédent psychique, Marie-Estelle Dupont et Yoanna Micoud sonnent l'alarme.

Promise par les médecins de plateau, l'hécatombe n'a pas eu lieu. La population a largement survécu à l'épidémie de Covid-19. Son moral, en revanche, est en berne, comme l'atteste une note de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) publiée le 2 mars 2022.

On y découvre que la prévalence mondiale de l'anxiété et de la dépression a augmenté de 25 % en 2020. Deux ans plus tard, certaines séquelles psychologiques sont comparables à celles causées par une guerre. Une vraie. « Cela fait 18 ans que je suis psy. Je n'ai jamais accompagné autant de personnes souffrant de stress post-traumatique », constate Yoanna Micoud, surprise de compter dans cette nouvelle cohorte de patients, des individus sans antécédent psychique. En cause ? Les mesures barrières. « Les attestations, le confinement, la distanciation sociale et le port du masque ont créé un climat de peur intense qui

a généré des débordements émotionnels et des situations de stress chronique. Ces événements se sont ensuite enkystés dans le psychisme des plus fragiles », résume cette spécialiste du psycho-traumatisme.

Même son de cloche chez Marie-Estelle Dupont, psychologue bien connue du grand public pour ses interventions musclées défendant les intérêts des enfants. « C'est la première fois en 14 ans d'exercice que je vois des jeunes qui ne sont concernés ni par de la maltraitance familiale, ni par du harcèlement, ni par une psychopathologie sévère, aller aussi mal », témoigne-t-elle.

Loin de pointer du doigt le virus, Marie-Estelle Dupont met l'accent sur une gestion de crise calamiteuse. « Les mesures sanitaires ont pénétré la sphère intime, s'insurge-t-elle. Dépossédés de leurs prérogatives, les parents ont dû contraindre leurs enfants à un

protocole sanitaire versatile et incohérent. Les experts sont allés jusqu'à préciser combien de personnes pouvaient siéger à table le soir du Réveillon ! En nous dictant le moindre de nos comportements, la société est en train de prescrire de l'obsessionnalité et de l'hypocondrie à toute une génération ! » Quand elle ne la précipite pas directement vers la mort.

Une étude publiée en octobre dans le très sérieux Journal of the American Medical Association (JAMA) a montré que les tentatives de suicide chez les moins de 15 ans admis à l'hôpital Robert Debré (Paris) avaient augmenté de plus de 299 % entre novembre et décembre 2020, par rapport aux années précédentes ! Le gouvernement aurait-il oublié que la santé ne consiste pas seulement en « l'absence de maladie ou d'infirmité » mais désigne, selon l'OMS, « un état de complet bien-être physique, mental et social » ?

Une chose est sûre : « en changeant constamment les règles, en clivant les individus, en culpabilisant les citoyens réfractaires, ... il a utilisé les mécanismes de soumission que l'on retrouve dans les familles maltraitantes », analyse Yoanna Micoud.

De là à accuser le président d'avoir agi sciemment, sur les conseils du célèbre cabinet américain McKinsey, il n'y a qu'un pas que certains seront tentés de faire... Ou pas. ■

S. F.

Soumission, démission, ou disparition ?



La majorité est aveugle ou résignée. La minorité est béate et contente. Les plus malins trichent au long cours. Un trop grand nombre s'est soumis au chantage à l'emploi, à l'extorsion de consentement.

Et les derniers restés debout et dignes ? Pas de salaire. Pas de congés payés dûment gagnés. Pas de possibilité de postuler un emploi rémunéré. Pas de chômage. Pas de prime de précarité. Pas de rôle social. Rien. L'oubli. Le chantage définitif. Des salariés sans travail et sans paie ! Fantômes. Suspendus.

Le vaccin, qui n'empêche pas la transmission et diminue mal les formes graves, provoque des effets secondaires recensés plus nombreux chaque semaine, sélectionne des variants, se rétrotranscrit en ADN... Et, il serait devenu la condition du contrat social ? Contre tout bon sens. Contre toute science. Contre toute éthique. Contre toutes les lois. Contre toute responsabilité. Contre tout constat de réalité.

« L'hôpital est une nef dont les capitaines sont devenus fous »

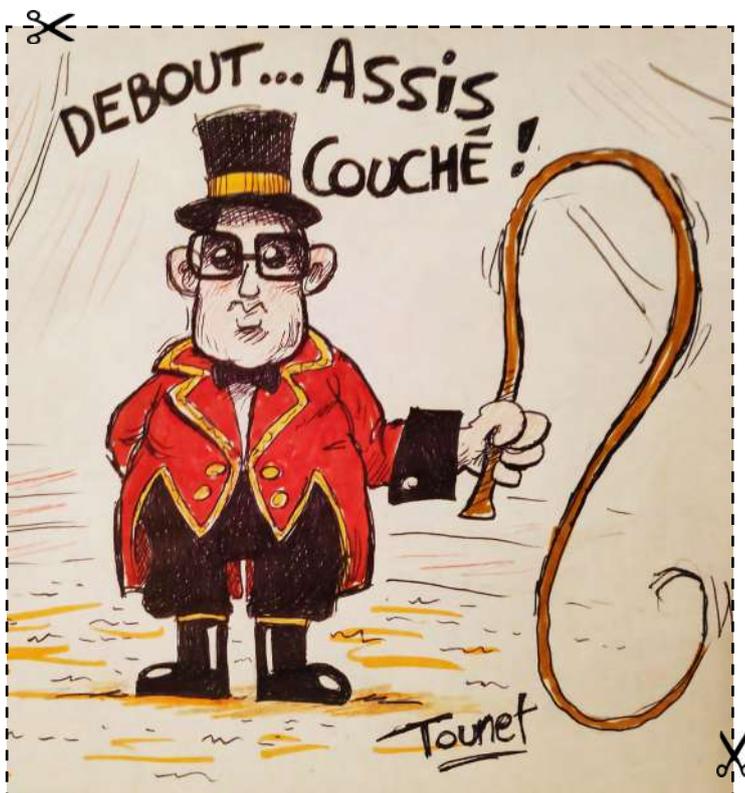
Nulle part on ne fait le bilan. Dans aucun hôpital on ne questionne. Les intérimaires « Onet-sécurité » surveillent le passe à chaque porte, chaque entrée. Et l'hôpital crève... Vide de soignants. Vide de patients. Déshumanisé.

La Santé est dans une impasse transhumaniste, abandonnée à la Finance, aux écrans et aux algorithmes. Nos tutelles regardent, complices. L'hôpital est une nef dont les capitaines sont devenus fous. Des administratifs, moralisateurs pervers, haineux, ivres de leur toute-puissance à briser, cravachent toujours plus violemment le train suicidaire de notre système de santé vers l'abîme. Conseillés par McKinsey.

Epur ! Abandonnant le cauchemar techno-sanitariste totalitaire « En Marche », artistes, députés, sénateurs, citoyens dénoncent le scandale, l'imposture et l'auto-destruction. Des caisses de solidarités sont mises en place. L'entraide, la bienveillance, l'humanité reflourent. Partout, les suspendus inventent des réseaux intégratifs, soignant l'humain dans son ensemble.

Nous sommes suspendus. Nous sommes libres. Nous tissons chaque jour la Science et la Santé de demain, intégrales, sages, intègres, préventives, attentives, prudentes, humaines. Nous sommes nombreux, en lien et déterminés. Rien ne nous arrêtera. La crise, contre toute attente, est une chance. Le cri des suspendus, contre toute tyrannie, annonce demain : « Libres, responsables, et vivants ! » ■

Louis Fouché



Vaccins contre la Covid-19 : l'état de la science



Les vaccins contre la Covid-19 actuellement disponibles ou développés dans le monde peuvent se classer en trois catégories : les vaccins inactivés, les vaccins dits « à protéine recombinante » et les vaccins génétiques.

À retenir sur le **COVID-19**

Qui est touché ?

- Les personnes à risque**
cardiovasculaire, diabète, cancer, obésité, infection à VIH...
- Les personnes âgées**



L'hôpital français

5 700 Lits fermés en 2020

7 930 soignants suspendus en octobre 2021

Vaccins

- BioNTech-Pfizer/Moderna :** ARN messenger
- Novavax/Sanofi-GSK :** Protéine recombinante
- AstraZeneca/Johnson & Johnson :** ADN + vecteurs viraux

Effets secondaires

1 628 583 cas reportés en Europe au 25/03/2022

75% non graves, 25% graves

Traitements précoces*

- Hydroxychloroquine
- Azithromycine
- Ivermectine
- + vitamines D et C, zinc

* Non approuvés par les autorités sanitaires

Les vaccins inactivés (typiquement pasteurisés) consistent à injecter le virus entier mais préalablement inactivé (par la chaleur ou par un traitement chimique). C'est le cas des vaccins chinois Sinopharm et Sinovac, mais également du vaccin développé par l'entreprise française Valneva.

Les vaccins à protéine recombinante consistent à injecter non pas le virus entier mais une protéine du virus (dans le cas de Sars-Cov-2 responsable de la Covid-19, il s'agit de la fameuse protéine Spike), laquelle a alors été produite en laboratoire par des cellules cultivées à grande échelle et dans lesquelles a été préalablement introduit le gène viral codant ladite protéine. Ces cellules prennent alors le gène viral à leur propre compte, le décodent et fabriquent la protéine virale qui est ensuite purifiée, associée à divers adjuvants puis injectée aux personnes à vacciner. C'est notamment le cas des vaccins développés

par l'entreprise américaine Novavax ou par Sanofi-GSK.

Enfin, les vaccins génétiques consistent à injecter non plus le virus entier ou une protéine du virus, mais une partie de son matériel génétique (ARN ou ADN) permettant la fabrication de cette protéine. Dans le cas de Sars-Cov-2, il s'agit donc soit de la portion de l'ARN viral codant la protéine Spike et emprisonnée dans une nanoparticule de graisse, soit d'une copie ADN de cette portion d'ARN viral, insérée dans l'ADN d'un autre virus (adénovirus) utilisé comme vecteur pour délivrer ce matériel génétique dans les cellules de la personne à vacciner. Le virus vecteur est donc un virus génétiquement modifié qui a été rendu inoffensif par suppression d'une partie de son propre matériel génétique (ADN), laquelle a été remplacée par la copie ADN de l'ARN viral de Sars-Cov-2 codant Spike. Le principe de ces vaccins génétiques est donc de faire fabriquer la pro-

téine Spike directement par nos propres cellules. C'est bien sûr le cas des vaccins de Pfizer-BioNTech ou Moderna (vaccins à ARN emprisonné dans une nanoparticule de graisse) et des vaccins d'AstraZeneca ou Johnson & Johnson (vaccins à ADN utilisant un adénovirus comme vecteur).

Pour ce qui est de la France et de l'Europe, les vaccins disponibles à ce jour sont les vaccins génétiques et le vaccin à protéine recombinante de Novavax. Dans tous les cas, il s'agit d'autorisations de mise sur le marché provisoires, consécutives à des analyses cliniques de phase 3 extrêmement courtes. Ce sont donc des vaccins pour lesquels nous n'avons pas ou peu de recul, et qui pourtant ne font l'objet d'aucun suivi post-injection rigoureux, qui permettrait de savoir si des effets indésirables sont ou non des effets secondaires (c'est-à-dire présentant ou non un lien de cause à effet avec ces injections). De plus, aucun de

ces vaccins ne protège de la contamination et de la transmission et n'empêche donc la propagation du virus. Par ailleurs, le développement de ces candidats vaccins a été quasi exclusif et au détriment de toute autre stratégie préventive ou curative. Force est de constater que tous les moyens ont été concentrés sur la recherche d'un vaccin et que les pistes basées sur des molécules connues depuis longtemps telles que l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine, ont été balayées d'un revers de main. Des études sérieuses ont été ignorées alors que d'autres – qui se sont avérées être truquées (The Lancet, 22 mai 2020) – ont été mises en avant pour discréditer définitivement ces alternatives.

Cette crise du Covid est le révélateur d'une faillite de la démarche et de la rigueur scientifiques, placées à la remorque d'intérêts autres que sanitaires. ■

Christian Vélot

Les traitements contre la Covid-19 existent et sont efficaces

Depuis le début de l'épidémie, le discours officiel veut que la réponse à la crise ait été similaire dans le monde entier. En d'autres termes, il n'existe pas de traitements précoces, les mesures de confinement et le port du masque sont des mesures nécessaires et, enfin, les vaccins sont la seule solution.

En tant que cardiologue spécialisé en médecine interne et expert reconnu mondialement de la pandémie de Covid-19, je peux affirmer qu'il n'y a rien de plus faux, qu'il s'agit de propagande, et qu'il existe des traitements précoces. Cela a été démontré par de nombreuses études scientifiques, dont celles publiées par l'IHU de Marseille. J'ai moi-même publié un certain nombre d'articles dans des revues à comité de lecture démontrant l'efficacité d'un traitement médicamenteux dans la prévention de la progression du Covid-19, ainsi que dans la réduction des hospitalisations et des décès. De nombreux États américains ont montré des résultats significativement meilleurs avec ces traitements et cela a été reproduit dans des pays comme l'Inde, le Japon, le Brésil, ou encore l'Argentine, démontrant constamment l'efficacité des traitements précoces. Concernant la vaccination, non seulement son efficacité reste encore à prouver, mais elle a entraîné de nombreux effets secondaires (toujours non pris en compte dans la

plupart des pays). La plupart des affirmations faites dans les médias ne représentent qu'un seul aspect de la science : celui qui est soutenu ou influencé par le lobbying agressif de l'industrie pharmaceutique sur nos régulateurs. Ceci n'est pas dans l'intérêt des patients.

Le 12 juillet 2021, les affirmations péremptoires du président Macron n'avaient rien de scientifique, mais ont pourtant incité de nombreux Français à se faire vacciner. J'ai tout ce qu'il faut à portée de main pour le prouver. Nous avons eu le même message aux États-Unis : deux vaccins et vous récupérez votre liberté. Pour évoquer tous ces sujets, sans oublier les confinements et différents passeports vaccinaux, j'ai proposé d'être auditionné par le Parlement français. Ma proposition n'a pas été retenue, bien que j'aie témoigné lors d'auditions au Sénat américain en 2020 et 2022.

Aujourd'hui, alors que près de 65 % de la population est vaccinée et que les courbes des cas oscillent encore, nous pouvons affirmer avec certitude que cette stratégie monolithique est erronée. Raison pour laquelle elle devra être examinée par la justice au cours des prochaines années. ■

Peter McCullough

VOIR AUSSI

Entretien avec **Didier Raoult**

Travailler pour réparer : Macron lègue à la jeunesse française une dette monumentale

« C'est difficile d'avoir 20 ans en 2020 », compatissait Emmanuel Macron, surnommé à tort et à travers « président des jeunes ». Une chose est sûre : avec la dette française monumentale qu'il va falloir rattraper, les prochaines années ne s'annoncent pas plus gaies pour les jeunes Français.

Avec son « quoi qu'il en coûte », Emmanuel Macron a littéralement fait exploser la dette du pays. Elle est à « son niveau le plus élevé depuis 1949 », selon l'Insee, c'est-à-dire 115,7 % du produit intérieur brut (PIB), soit 2 650 milliards d'euros, avec un déficit à 211,5 milliards d'euros. Si la crise sanitaire a eu son rôle à jouer là-dedans, elle ne peut être la seule incriminée. À titre

indicatif, voici le niveau de la dette publique de certains pays économiquement comparables : Allemagne (69 % du PIB) ; Suède (36 % du PIB) ; Pays-Bas (53 % du PIB) ; Royaume-Uni (101 % du PIB).

Maintenant, ce « quoi qu'il en coûte », il va falloir le payer et Emmanuel Macron le sait. Depuis un moment déjà, il prépare un terrain

propice à ce qui pourrait s'appeler « l'emploi à tout prix ». Une autre formule magique.

Chez les jeunes, cela a pris forme avec le plan #1jeune1solution. Le projet visait à aider la formation, l'apprentissage et l'embauche. Et, si le taux de chômage a bien diminué d'un petit point par rapport à l'avant crise, la Cour des comptes établit un bilan

mitigé concernant la globalité du dispositif. Le taux de chômage chez les jeunes se tient toujours à 20 %, loin au-dessus des Pays-Bas, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni, notamment parce que le plan #1jeune1solution favorise essentiellement les engagements à courte durée (stage, apprentissage, etc.) Notons que le taux de chômage dans la population active ne s'est pas amélioré non plus.

L'emploi à tout prix, c'est aussi la retraite repoussée à 65 ans, un autre projet cliquant d'Emmanuel Macron. Une mesure qui entrerait en vigueur « au bout de neuf ans » s'il est réélu, nous apprenait Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale. En d'autres termes, ce sont les jeunes actifs d'aujourd'hui qui devront trimer pour réparer les pots cassés par Emmanuel Macron et son terreau électoral, pendant toutes ces années passées à ignorer l'avenir. ■

Axel Messaire



VOIR AUSSI

Coup de grâce des boomers



Le Macronisme, une guerre livrée au corps et à l'esprit des jeunes Français

« Jamais l'individu n'a été aussi complètement livré à une collectivité aveugle, et jamais les hommes n'ont été plus incapables non seulement de soumettre leurs actions à leurs pensées, mais même de penser. Les termes d'opresseurs et d'opprimés, la notion de classes, tout cela est bien près de perdre toute signification, tant sont évidentes l'impuissance et l'angoisse de tous les hommes devant la machine sociale, devenue machine à briser les cœurs, à écraser les esprits, une machine à fabriquer de l'inconscience, de la sottise, de la corruption, de la veulerie et surtout du vertige ».

Voilà près de 90 ans que Simone Weil nous a livré ces mots d'une actualité étonnante. Des paroles que l'on croirait écrites pour le moment présent, tant elles embrassent notre réalité collective au terme du quinquennat 2017-2022. La philosophe poursuit : « Les jeunes, qui y ont grandi, qui y grandissent, reflètent plus que les autres à l'intérieur d'eux-mêmes le chaos qui les entoure ». À nouveau, la concordance avec l'air du temps frappe.

Comme à la fin d'une interminable lutte, la jeunesse française se retrouve amputée de ses forces vitales. Devinant l'effondrement inachevé, elle se recroqueville en attendant le coup de grâce.

Sa vie durant, et plus que pour n'importe quelle autre génération durant les deux derniers siècles, elle a côtoyé l'imbécillité, la décadence et l'égoïsme de ses aînés : « boomers » biberonnés

aux dividendes de la paix, délestés du devoir de laisser quoi que ce soit d'enviable après eux. Les effets de leur adolescence éternelle sont connus : saccage écologique, retournement des repères moraux, dette abyssale... Les attaquer comme individus n'aurait aucun sens : ils sont les parents et les grands-parents que nous chérissons. Mais en tant que groupe, ils auront ouvert une plaie que l'on se désespère de pouvoir un jour recoudre.

Le macronisme et ses complices médiatiques arrivent en conséquence logique de cet effondrement civilisationnel, avec leur cortège de nihilisme, de déréalisation et d'inversion accusatoire. Si ce « métavers » avant l'heure sied parfaitement aux jamais-devenus-adultes soixante-huitards, il livre une véritable guerre contre le corps et l'esprit de la jeunesse – la crise sanitaire en fut l'illustration paroxystique.

Alors que doit-elle faire afin de sauver ce qui lui reste à vivre ? Se confronter à l'époque, précisément avec les armes du corps et de l'esprit. Pour échapper à ce que Günter Anders considérait comme l'état favori de l'homme : « La bonne conscience de l'absence de conscience ». Ainsi, le regard rallumé et la volonté prête au combat, il lui sera possible de réparer le monde et de l'offrir à ses enfants. Pour elle comme pour eux, le temps presse. ■



Rencontre avec deux jeunes engagés : Juliette et Ilan

Comment vous êtes-vous engagés médiatiquement ?

Ilan : Après avoir débattu avec mon pharmacien, je me suis dit que j'allais résumer ce que je pensais. J'ai écrit 35 pages, que j'ai envoyées sur les réseaux, et ça a marché.

Juliette : Au moment où j'allais entrer en école de commerce, en 2021, je me posais des questions, on parlait de vaccination. L'école m'a répondu qu'il n'y aurait jamais de vaccination obligatoire. Puis, le 25 août, ils m'envoient un e-mail pour me dire que toutes les activités extrascolaires seront soumises à la vaccination obligatoire. J'ai quitté l'école. J'avais peur de décevoir mon père, mais il m'a dit qu'il fallait que je rencontre d'autres personnes dans le même cas que moi. Un soir, j'ai lancé un site où j'ai raconté mon histoire. Le lendemain, j'ai eu 200 ou 300 mails d'étudiants qui disaient : « Juliette, on est dans ton cas ! J'suis en psycho, j'peux plus faire de stage ; j'suis en médecine, j'ai la vaccination le 15 (septembre) ; même des étudiants en STAPS. » Je pense qu'il y a eu une certaine libération de la parole.

Plutôt que les réseaux, le réel est-il aussi important pour agir ?

Ilan : On s'est rencontrés sur les réseaux et quelque jours après, on s'est retrouvés chez des amis. On s'est tout de suite vus en vrai. Pour moi, c'est important pour sociabiliser, chose qu'on nous a enlevée. Mais c'est vrai qu'il y a beaucoup plus de gens sur les réseaux.

Juliette : On a créé le collectif des « étudiants militants libres et unis » pour ça, où on est plus de 1 500 aujourd'hui, à s'aider, à trouver des stages, faire des manifs. Quand les gymnases étaient fermés, on se retrouvaient pour faire du sport ensemble. Ça, c'est de l'action dans le réel.

Que pensez-vous de la politique ?

Ilan : Il faut qu'on se politise, parce que sinon les décisionnaires font ce qu'ils veulent de nous. Ça me fait penser à la charte de Biderman de la torture psychologique. En France, on en remplit tous les critères, surtout avec les lois débilés qui sont appliquées.

Juliette : Maintenant, j'ai un réel manque de confiance dans les politiques. On demande à ce que le gouvernement soit jugé et reconnaisse les dommages liés aux mesures sanitaires. On ne s'arrêtera pas tant qu'on n'aura pas ça. Concernant l'élection à venir, il y a beaucoup de gens qui ne votent pas et qui critiquent ensuite. Je pense qu'il faut au moins aller voter et ensuite s'exprimer. Au moins voter blanc.

Ilan : On peut aussi ne pas voter pour montrer qu'on n'adhère pas au système. La Ve République et sa Constitution ont été piétinées par le président de toute façon, donc le vote ne représente plus la démocratie...

Juliette : Je vois surtout que le vote blanc n'est pas comptabilisé, je trouve ça gênant. Mais, il y a des gens qui se sont battus pour avoir un vrai vote où chaque voix a le même poids. Le minimum c'est de t'y intéresser et d'aller voter pour celui qui se rapproche le plus de tes idées.

Pour ça, j'encourage les jeunes à s'informer et recouper les sources. Je vois qu'ils sont vraiment dégoûtés par les sujets de société en général, c'est dommage car on décroche de la réalité. ■

Romain Pauc

(F. Froger / 79, pour FranceSoir)



Macron, l'homme sans qualités

Il y a cinq ans, les médias inventaient un personnage exceptionnel, Mozart de la finance, philosophe accompli, d'une intelligence hors du commun, énarque mais aussi comédien, fin politique, dynamique, jeune, riche et formidable.

Ce personnage n'existait pas. Derrière cette fiction, on ne trouvait qu'Emmanuel, un Français né sous Giscard, élevé dans la bourgeoisie de province, avec tout ce qu'elle comporte de précautions, de préjugés, de peurs et dont le seul fait exceptionnel, fut un détournement de mineur. Crime transformé par la magie de l'asservissement médiatique et des collusions systémiques, en une romance passionnée et attendrissante ; la rencontre avec une future première dame préparée toute sa vie à ce rôle, ayant trouvé le partenaire rêvé.

Le mythe, à l'épreuve du réel, devint tragédie pour le plus grand nombre. La scène se transforma en arène, et la pièce en jeux du cirque. Emmanuel, devenu Macron, était en réalité un homme sans qualité.

Président, à l'issue d'un matraquage médiatique sans précédent, il ne conserve le pouvoir que par la violence et le soutien sans faille de l'oligarchie l'ayant fait roi. La répression sanglante du mouvement des Gilets jaunes et l'arnaque du « grand débat » auraient dû alerter toutes les rédactions sur la réalité du pouvoir macronien. En lieu et place d'un réveil des consciences, le projet s'est renforcé, au travers de deux outils propres aux dictatures : censure et propagande. Cette nouvelle campagne reprend les codes de la précédente. Or, Macron n'a jamais gouverné. Il a géré le pays comme un consultant, à l'aide d'objectifs trimestriels, incapable de voir et comprendre ce qui lui est étranger, n'ayant eu de cesse d'humilier les Français.

À quelques jours de l'élection présidentielle, la fabrique du consentement n'est pas loin de la surchauffe. Pourtant, un second tour sans Macron est possible. Il suffit de débrancher les télé.

Alexis Poulin

Escroquerie en bande organisée

Quand Emmanuel Macron a été élu en 2017, je pensais vraiment au fond de moi que nous avions échappé à l'arrivée au pouvoir d'un parti extrême. Mais quelle erreur !

Très vite, les choses ont dérapé lors de la gestion du mouvement des Gilets jaunes par Emmanuel Macron, révélatrice que cet homme mentait, méprisait le peuple, les élus locaux et les gens de terrain : l'exact opposé de ce qui avait été annoncé dans son programme.

Et la crise du Covid a été l'annonce d'une ambition bien pire encore. Celle de la maltraitance d'une population que l'on a terrorisée par la mise en place de mesures pseudo-sanitaires totalement délirantes : confiner des gens non malades, interdire les soins par les médecins de ville, interdire puis rendre obligatoires les masques, tester à outrance des gens non malades, etc. Absolument rien de scientifique dans tout cela. À la fois l'interdiction faite aux médecins de soigner, la diabolisation de nombreux experts qui osaient contredire le gouvernement et la simultanéité de ces mesures liberticides dans plusieurs pays du monde (mais pas tous), m'ont fait prendre conscience très vite qu'il se passait quelque chose de vraiment grave. Tout ceci n'avait aucun sens !

Mon bagage scientifique m'a permis de lire de nombreuses publications scientifiques sur les traitements précoces, et il n'a très vite fait aucun doute que le gouvernement n'avait pas pour objectif de sauver des vies. Puis, la ségrégation des non-vaccinés (avec un produit n'empêchant pas la transmission) et la suspension de soignants en pleine épidémie, validées par le Conseil constitutionnel, ont fini de révéler toute cette escroquerie en bande organisée.

Depuis deux ans, je m'efforce avec d'autres, via l'association BonSens, d'apporter des preuves scientifiques et des données factuelles incontestables pour porter cela devant les tribunaux.

Corinne Reverbel

Un oxymore sur pattes

Dans mon livre *Être postmoderne* (2018), une postface d'Hélène Strohl interrogeait : « Emmanuel Macron, icône ou fake de la postmodernité ? »

Le point d'interrogation était superfétatoire, tant il est apparu dès les premières actions du nouveau président qu'il serait tout sauf « postmoderne ». Il représente, d'une manière caricaturale, ce « simulacre » (Baudrillard), ce jeu d'acteur propre à la « théâtrocratie » dont, comme le disait Platon, les démocraties décadentes font le lit.

Figure paternelle dispensant les subsides de l'État face à la grande peur des Gilets jaunes, il a opté ensuite pour la posture du chef de guerre. La menace atomique, reprise en boucle dans les médias *mainstream* supplantant celle du virus chinois, qu'il combattait d'ailleurs depuis l'abri atomique de l'Élysée. De même, dans la théâtralisation propre à la cyberculture (Instagram, Tik Tok, réseaux...) il s'est adonné à son jeu favori : le « en même temps », celui des déguisements multiples : jeune, montagnard, pompier, urgentiste, général, bientôt pilote de chasse ?

Emmanuel Macron, dans sa communication, est ce que je nommais un « oxymore sur pattes », dont Nicolas Sarkozy avait dessiné l'esquisse. Il s'adresse aux diverses tribus, quitte à leur donner des messages contradictoires. Il incarne le jeune (« enfant éternel ») et le Père sévère. Il surjoue l'empathie, mais prend ses décisions tout seul. Car, chassez l'habitus propre à la technocratie moderne, il revient au galop. La seule attitude qui guide(ra) l'action d'un président parangon de la caste bureaucratique, est de donner, quelle que soit la question posée, une réponse a priori et abstraite : le bien ne se construit(ra) pas collectivement, il s'impose(ra) à vous, fût-ce malgré vous. La « théâtrocratie » devient autocratie. En ce sens, il incarne la fin de l'idéal démocratique !

Michel Maffesoli

Bienvenue
chez **FranceSoir**

Un pyromane est à l'Élysée

Emmanuel Macron ? C'est Manuel Valls qui en a parlé le mieux. C'était en mai 2017, dans un entretien au JDD : « Macron est un méchant (...) Il n'a pas de code, pas de limite ». Le discours présidentiel sur la « bienveillance » et l'« apaisement » n'a jamais su dissimuler la nature de ce personnage sans affect, construit autour de sa propre destinée. La macronie s'est montrée à l'image de son mentor : une petite caste de gravures de mode, qui suinte le mépris de classe. On se souvient de l'aveu du patron des députés de la majorité présidentielle, Gilles Le Gendre : « Nous avons probablement été trop intelligents ». Ils le pensent encore. Un pyromane est à l'Élysée depuis cinq ans. « Mes bons amis », aime-t-il répéter pour mieux détester ceux qui ne l'applaudissent pas.

Jamais un chef d'État, prétendument protecteur de son peuple, n'a autant fracturé la société. L'insulte est ce qui vient en premier à la bouche de l'autocrate qui dit : « Je, je, je ». « Les non vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc on va continuer à le faire, jusqu'au bout » : ça, c'était en janvier dernier. Mais il faudrait aussi rappeler ses insultes contre les Gilets jaunes, cette « foule haineuse » accusée faussement, lors de ses vœux du 31 décembre 2018, de s'en prendre « aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels ». Il faudrait rappeler ce texto envoyé en juin 2021 à Olivier Véran, attaqué sur sa politique sanitaire : « On les aura ces connards ! ». Il faudrait rappeler : « Ceux qui ne sont rien », « la lèpre qui monte », « les fainéants et les cyniques », « les salariées illettrées », etc. Le peuple, après cinq ans de macronisme, est en droit de s'estimer en légitime défense. Le « populisme », c'est-à-dire la voix des citoyens qui souffrent, est l'ennemi de cet incendiaire au regard fixe. Il adore recevoir les grands de ce monde à Versailles. Mais ce lieu est maudit pour les monarques et leurs ombres.

Ivan Rioufol

Stratégie absurde du « tout vaccin »

C'était le 13 avril 2020, dans votre adresse aux Français. Vous aviez dit ceci : « *La première voie pour sortir de l'épidémie est celle des vaccins* ».

C'était absurde, car il était impossible, même dans le scénario le plus follement optimiste, d'imaginer réussir à vacciner la totalité des plus fragiles avant la deuxième vague à venir, celle de l'automne 2020. Et, la probabilité d'aboutir à un vaccin réellement « sûr et efficace » en si peu de temps était très faible, quand on sait qu'on n'avait jamais réussi à mettre sur le marché un vaccin convenable contre un coronavirus.

Donc, en avril 2020, il était évident que la « première voie », c'était les traitements (protocole Raoult...) et la prévention de bon sens (vitamine D...). En choisissant la priorité du vaccin, vous vous êtes dévoilé, M. Macron. C'est votre péché originel, et tout le reste en a découlé.

Vos services ont alors pris soin de tuer dans l'œuf toute alternative au vaccin. Notamment en sabotant la découverte par l'Institut Pasteur de Lille d'un traitement efficace, et en stoppant les deux essais cliniques qui s'apprêtaient à prouver l'efficacité de l'hydroxychloroquine (voir page 11).

Il n'y en avait que pour le vaccin, et, une fois celui-ci disponible, vous avez utilisé la force brute pour l'imposer. Avec l'ignoble passe sanitaire (puis passe vaccinal) qui a forcé des millions de jeunes qui n'étaient pas à risque de s'injecter une substance expérimentale, dont on savait pourtant qu'elle provoquait de graves myocardites (inflammations du cœur). Et, sommet de la honte, avec l'obligation vaccinale des soignants, absurde puisque les soignants non vaccinés qui se testaient étaient moins dangereux pour leurs patients que les vaccinés qui ne se testaient pas.

Vous avez suspendu sans salaire, et donc volontairement placé dans la misère, des milliers de soignants dévoués et compétents, sans la moindre raison valable. Et vous continuez à le faire, aujourd'hui encore. Honte à vous, Emmanuel Macron.



Notre santé est politisée

Infectiologue depuis 37 ans et professeur depuis 28 ans, j'ai dédié ma carrière à la médecine et aux patients, en respect du serment d'Hippocrate. J'ai eu l'opportunité de tenir les plus hautes fonctions.

Dès le début 2020, je me suis naturellement intéressé à ce nouveau coronavirus, le SARS-Cov-2, et plus particulièrement aux traitements et soins que l'on pouvait apporter aux patients infectés. Les règles de l'art de l'infectiologie incluent bien sûr les gestes barrières, les traitements précoces, le traitement hospitalier en cas d'aggravation, et enfin, les possibilités de traitements préventifs comme la vaccination. Les quatre piliers de la gestion d'une épidémie de cette nature étant codifiés dans bien des textes.

Dès les premiers jours de l'épidémie, il m'a paru logique de traiter mes patients avec l'hydroxychloroquine, qui avait déjà fait ses preuves en Chine. L'équipe du Pr Raoult à l'IHU de Marseille a rapidement confirmé cette efficacité et a aussi montré l'intérêt majeur d'un antibiotique : l'azithromycine. Ces molécules sont connues et prescrites depuis des décennies. Mon équipe à Garches a même fait une étude clinique démontrant leur efficacité, quand associées et données tôt. Mais nous avons reçu des pressions. C'est ce qui m'a poussé à écrire mon premier livre *Y-a-t-il une erreur qu'ils n'ont pas commise ? Covid-19 : l'union sacrée de l'incompétence et l'arrogance*, publié le 17 juin 2020. Je l'ai personnellement envoyé à nos gouvernants pour qu'ils considèrent d'autres voies.

C'était sans compter la machine de guerre qu'est l'industrie pharmaceutique, et le rouleau compresseur médiatique qui préparait les esprits à une politique sanitaire unique : pas de traitement, tout vaccin.

Ce n'est pas faute d'avoir alerté. En décembre 2020, je mettais en garde contre ces vaccins, qui n'étaient pas prêts. Il s'agissait de recherche médicale aux conséquences encore non connues. On a confondu vitesse et précipitation, et il va falloir beaucoup d'expérience et de recul avant de pouvoir statuer sur l'efficacité de ces injections, sans parler des effets secondaires. L'espoir de la population devrait se porter sur les traitements en phase précoce.

Mais de manière invraisemblable, le gouvernement d'Emmanuel Macron, par l'entremise de son ministre de la Santé Olivier Véran, persévèrent encore avec ces substances expérimentales, appelées à tort « vaccins », au grand dam de tous les principes éthiques. Raison pour laquelle le 31 mars 2021, je me fendais d'un second livre : *Décidément ils n'ont toujours rien compris ! Celui qui dit la vérité doit être exécuté...*

Aujourd'hui, c'est l'heure de vérité. Avec les enquêtes sénatoriales sur les effets secondaires des vaccins, le rôle des cabinets de conseil et plus particulièrement de McKinsey, de nombreuses enquêtes judiciaires, dont certaines à la Cour de justice de la République. L'élection approche, et c'est bien là le drame, que la santé devienne un sujet politique.

Christian Perronne

Contre le journalisme de Cour

Il y a deux types d'amis. Les vrais disent ce qui doit être entendu, et les faux ce que l'on veut entendre. Si nous étions des courtisans zélés de la Macronie, nous lui dirions par exemple qu'elle a parfaitement bien géré la crise sanitaire. Nous saluerions le pouvoir en place pour avoir surendetté la France de 650 milliards d'euros supplémentaires sans ouvrir un seul lit de réanimation dans les hôpitaux. Nous accuserions, toujours avec le pouvoir, les non-inoculés d'avoir indûment occupé le peu de lits disponibles. Et jamais nous ne poserions la question fatidique : qui des deux est le plus coupable, le patient qui se rend à l'hôpital dans le fol espoir d'y être soigné, ou le président qui jette 28 ans de recettes fiscales françaises par les fenêtres sans ouvrir un seul lit de réanimation ?

Si nous étions de ces courtisans du pouvoir, nous dirions à la Macronie qu'elle a tout fait pour empêcher la guerre en Ukraine et qu'elle n'avait aucun intérêt à faire respecter les accords de Minsk, qui auraient pourtant permis – dans le vrai monde – d'empêcher cette guerre. Eh oui, hors du monde courtisan, la France aura été sept ans garante des accords de Minsk dont la déliquescence coupable a signifié à Vladimir Poutine qu'il devrait invoquer le « *dernier argument des rois* », c'est-à-dire la guerre. Si nous étions courtisans, nous nous garderions bien de souligner que Joe Biden a contredit frontalement – et ce malgré sa terminale sénilité – le discours du servile Bruno Le Maire. Dans le monde réel, pas celui de la Cour, le président des États-Unis a bien déclaré que les sanctions ne servaient à rien, tandis que le locataire de Bercy scandait qu'il allait mettre l'économie russe à genoux, ce dont il n'avait aucunement le mandat public du reste.

Nous devons continuer à rappeler ce qui n'est pas rappelé : la guerre en Ukraine aurait pu être évitée. Je le dis d'autant plus que j'ai vécu un an dans ce pays, malgré les tensions de la guerre, et que j'ai connu des Ukrainiens à Kiev et à Tchernihiv. Je me suis trouvé à pique-niquer dans les forêts si calmes qui sont aujourd'hui des lieux de combat, des deux côtés du Dnipro entre Pripiat et Tchernihiv. La France pouvait empêcher la guerre en Ukraine. La macronie non ; elle ne se sera préoccupée de la paix en Europe que dans la mesure pathétique où elle pouvait attraper au vol quelques-uns des membres de la « communauté » de Volodymyr Zelensky sur les réseaux sociaux. Mais d'un président qui médiatisa les galipettes de McFly et Carlito sur la pelouse de l'Élysée, ne devait-on pas nous attendre à ce qu'il devint lui aussi un influenceur et qu'il se comportât comme une youtubeuse beauté, à tester l'un ou l'autre style entre le sweat à capuche et la barbe de trois jours ?

Nous, au-delà du récit, devons continuer à être les défenseurs du réel, à parler du Canada, à parler du Convoi de la liberté, de Tel-Aviv à Montréal, à parler aussi du Yémen, cette guerre de huit ans silencieuse dans laquelle des civils sont massacrés, et qui n'est semble-t-il pas à la mode de nos presses courtisanes. Nous devons souligner que nous vivons à une époque volatile où Taïwan est menacée, et où le roi d'Arabie saoudite ne prend même pas les appels du président grabataire des États-Unis.

Ce monde du réel, c'est le travail des journalistes que d'en parler. C'est le devoir des lecteurs de toujours désirer non pas les nouvelles qu'ils veulent entendre, mais les nouvelles qu'ils doivent entendre.

Idriss Aberkane

Xavier Bazin

Investir ou s'investir ?

Édito *de Xavier Azalbert*

Lorsque j'ai décidé « d'investir » dans FranceSoir, ce ne fut pas la même décision que celle de « m'investir » dans FranceSoir.

La première consiste en un investissement financier. Financier mais non-vénal. Si j'avais voulu gagner de l'argent, j'aurais placé ce capital dans un de ces produits financiers dont je sais pouvoir tirer un bénéfice substantiel. Quant à la seconde décision, lorsqu'en 2020 j'ai décidé de m'investir dans FranceSoir, ce fut un choix humain. Un investissement personnel et citoyen.

Ce choix, je l'ai fait avec pour base de réflexion la connaissance politique, économique, culturelle et sociale que j'ai du monde d'aujourd'hui, une connaissance globale issue notamment de l'expertise que je revendique avoir dans l'analyse pragmatique des données.

Donc contrairement à ce que certains ont affirmé, ce n'est pas pour gagner de l'argent que j'ai décidé de m'investir dans FranceSoir, mais bel et bien pour informer.

Était-ce pour pouvoir, par cette entremise, coller sur un concurrent potentiel, l'étiquette qui leur convenait ? Qu'importe. Le temps a passé. Et mieux que la prescription, le temps et les lecteurs nous ont donné raison.

Alors, plutôt que de blâmer nos détracteurs pour je ne sais quel crime qu'ils n'ont pas commis, je vais d'abord les excuser. N'ayant probablement pas apporté suffisamment de clarté concernant ma décision, je les ai plongés dans une équation avec trop d'inconnues. Selon eux, modifier des icônes du patrimoine culturel français peut se faire uniquement par des personnes que « *les professionnels de la profession* » considèrent comme étant hautement qualifiées dans ce domaine.

Et pourtant ! Ce que Pierre Lazareff a tenu à nous laisser, en tant qu'héritage légué à la profession, c'est qu'un média doit être lu. C'est bien cela qui a motivé mon investissement personnel. « *Les professionnels de la profession* », et la profession elle-même, sont donc tout excusés.

Car, s'ils n'ont pas pu interpréter la nouvelle flèche de la cathédrale FranceSoir autrement que comme étant un blasphème, c'est parce que le béotien en la matière et directeur de FranceSoir que je suis, ne leur en a pas donné ni les codes ni la grille de lecture. Ils m'ont ainsi condamné à l'avance, à faillir dans un métier qui n'était pas le mien, sans aucune formation.

Ces messieurs-dames n'avaient pas, alors, le nouveau FranceSoir expliqué avec toutes les grilles de lectures.

C'est désormais chose faite. Espérons à ce titre que la forme que l'on reprocha à FranceSoir, laissera dorénavant la place à une analyse sur le fond.

À lire dans ce numéro :

- De quoi Emmanuel Macron est-il le NOM ? (p.2)
- Mesures sanitaires : pire que le mal ? (p.10)
- Le droit de manifester selon Macron (p.4)
- L'état de la science sur les vaccins et les traitements (p.11)
- Guerre en Ukraine : la culpabilité de l'Otan (p.5)
- Entretien avec Juliette et Ilan, deux jeunes engagés (p.13)
- Emmanuel Macron, petit chef européen (p.6)
- Opinions : Alain Houpert, Alexis Poulin, Corinne Reverbel, Michel Maffesoli, Ivan Rioufol, Christian Perronne, Idriss Aberkane, Louis Fouché, Rémi Tell, Alain Tranchant. (p.3-10-12-14-15)
- #McKinseyGate (p.6)
- Scandale Alstom (p.7)



 **SOUTENEZ FranceSoir**
Journal indépendant, 100% gratuit, financé par les dons de ses lecteurs

Plus que jamais nous avons besoin de votre soutien pour continuer à jouer notre rôle de media libre. FranceSoir c'est l'intégrité de l'information, l'indépendance de la pensée afin de vous apporter des clés de lecture différentes sur les événements.

PAR CHÈQUE
Merci d'envoyer votre chèque à l'ordre de "APFL" en ajoutant au verso la mention "Don FranceSoir".
Les chèques sont à adresser à FranceSoir, 38 rue Fabert, 75007 Paris

...OU EN LIGNE
Par CB ou virement sur francesoir.fr/soutien

Vos dons sont déductibles des impôts à la hauteur des 66%



FranceSoir

Shopper Union France SAS
(société éditrice)
25C rue de Ponthieu, 75008, Paris
(en cours de modification)
contact : redaction@francesoir.fr
site web : www.francesoir.fr

Président et gérant : France Soir Groupe SA,
25C rue de Ponthieu, 75008, Paris

**Directeur de la publication
et de la rédaction : Xavier Azalbert**
Rédacteur en chef adjoint : Humbert Angleys

N° CPPAP : 0922 Y 90082
ISSN : 1961-9448

Imprimé par Riccobono imprimeurs La Cour-
neuve/Saint-Vulbas/Jarville/Escaquens.

FranceSoir.fr, journal en ligne 100 % gratuit. Pour faire un don : francesoir.fr/soutien